

Rapport Annuel 2007



Compagnie Ivoirienne d'Electricite

SOMMAIRE

Message du Président	P. 2
Organisation de la Compagnie	P. 3
Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire	P. 4
Environnement Economique	P. 5
Bilan des Activités	P. 6-8
Bilan Social	P. 9
Résultats Financiers	P. 10-12
Bilan - Financement - Ratios	P. 13-15
Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels	P. 16
Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées	P. 17-19
Résolutions	P. 20-21
Etats Financiers	P. 22-27
Règles et Méthodes Comptables	P. 28-32

Message du PRÉSIDENT

Mesdames et Messieurs, Chers Actionnaires

L'année 2007 qui vient de s'achever a été particulièrement difficile, mais exaltante pour la Compagnie Ivoirienne d'Électricité, notamment en ce qui concerne l'exploitation du patrimoine électrique que l'Etat de Côte d'Ivoire a bien voulu nous confier depuis 1990.

La première difficulté, et non des moindres, est le déséquilibre entre l'offre et la demande d'électricité.

De fait, nous n'étions pas à l'abri d'un délestage au cours de l'année 2007. C'est pourquoi je salue le professionnalisme, l'engagement et la détermination de nos collaborateurs qui ont tout mis en œuvre pour nous faire franchir ce cap. Dans l'attente d'un nouveau groupe de production, l'année 2008 devrait être encore difficile.

Le deuxième fait marquant de l'exercice 2007 est le déséquilibre financier que le système électrique ivoirien connaît depuis 2005. L'une des principales causes de ce déséquilibre est le coût de plus en plus élevé du baril de pétrole qui avoisine les 100\$. Ce déséquilibre est également aggravé par le développement de la fraude sur l'électricité contre laquelle nos équipes sont mobilisées en permanence. Malgré toutes ces difficultés, le secteur électrique a tout mis en œuvre pour honorer ses engagements.

Au plan strictement interne, nous pouvons noter des satisfactions.

Concernant le management, nous avons obtenu le renouvellement de notre certificat ISO 9001 version 2000 sur tout le périmètre de notre activité (hormis la zone CNO) ainsi que la certification OHSAS 18001 (management de l'Hygiène, de la santé et de la sécurité au travail), pour la quasi-totalité du périmètre de la Direction de Production d'Électricité.



Au niveau social, nous pouvons retenir la reprise du dialogue et de la concertation dans un bon état d'esprit de collaboration avec l'ensemble des partenaires sociaux.

Par ailleurs, des actions fortes ont été menées pour renforcer la confiance entre la Direction Générale et les collaborateurs de la base, notamment ceux qui sont en contact direct et permanent avec nos clients.

L'année 2008 devrait être encore difficile, le nouveau groupe de production qui permettra de renforcer nos capacités ne devant être opérationnel qu'à fin 2009.

Au plan technique, nos équipes restent mobilisées pour faire face à toutes difficultés afin de continuer à offrir un produit de qualité.

Merci pour votre confiance et votre soutien.

Le président du Conseil d'Administration
Marcel ZADI KESSY

ORGANISATION DE LA COMPAGNIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ADMINISTRATEURS

ZADI KESSY Marcel	Président
AILLERET François	Administrateur
BOUYGUES Martin	Administrateur
BOUYGUES Olivier	Administrateur
CASSAGNE Jean Jacques	Administrateur
DELAPORTE Pierre	Administrateur
DIARRA Ousmane	Administrateur
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE représenté par BOUEDY Jeanne Chantal	Administrateur
FRANCONY Michel	Administrateur
PETERSCHMITT Louis	Administrateur

DIRECTION GÉNÉRALE

SAMPAH Daniel	Directeur Général
PAOLI Jean Marie	Directeur Général des Opérations
KONAN Flore	Directeur Général Adjoint, Secrétaire Général

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST & YOUNG	Commissaire aux Comptes titulaire
MAZARS & GUERARD	Commissaire aux Comptes titulaire
M. TIEMELE Yao	Commissaire aux comptes suppléant
M. ROSSE André	Commissaire aux comptes suppléant

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons convoqué en Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux statuts, afin de vous faire entendre la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration, ainsi que des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et sur les opérations intervenues au cours de cette période.

Nous vous demanderons, après avoir entendu ces rapports, de statuer sur les comptes et de vous prononcer sur les résolutions qui vous seront soumises.

Nous rappelons que tous les actionnaires ont eu la faculté de consulter, au siège de la société,

les comptes présentés sur les imprimés conformes au plan comptable et qui sont adressés à :

- La Direction Générale des Impôts ;
- La Comptabilité Nationale ;
- La Banque des données financières ;
- La Direction de l'Enregistrement.

Votre Conseil d'Administration se tient également à votre disposition pour vous fournir en séance tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

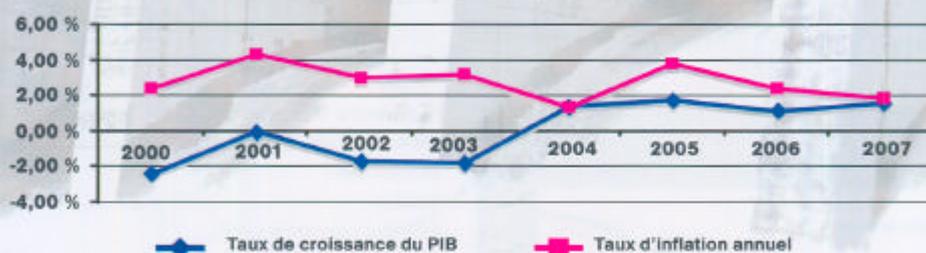
Environnement économique

Les indicateurs économiques du pays sont positifs, l'activité se raffermi avec une croissance en 2007 de 1,7% qui marque une inflexion de tendance susceptible de s'accélérer rapidement tant les potentialités sont contenues. Les entreprises font état de résultats satisfaisants avec une croissance à deux chiffres pour nombre d'entre elles, retrouvant leur niveau d'avant crise. L'embellie est accompagnée d'un volontarisme affiché des pouvoirs publics et du secteur privé :

missions économiques à l'étranger, reconquête du marché sous-régional, lancement d'investissements conséquents (filrière pétrole, agro-industrie, mines, infrastructures, ...).

Selon les données de l'Institut National de la Statistique (INS) sur l'année 2007, la hausse des prix à la consommation s'est affichée à 1,9% en moyenne annuelle.

EVOLUTIONS DU PIB ET DE L'INFLATION



NB : prévisions 2007 Sources : Commission de l' UEMOA et INS

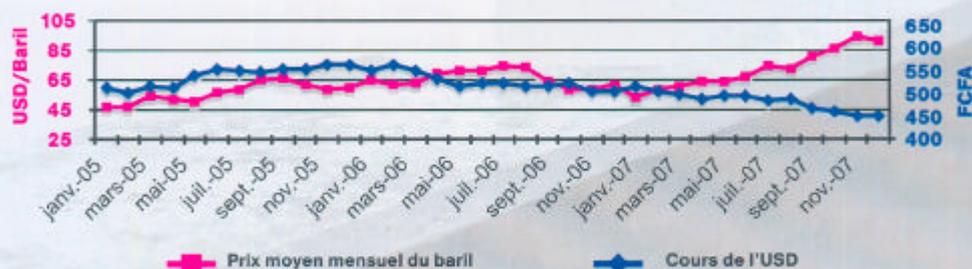
Au plan du marché financier

L'indice BRVM 10 a franchi pour la première fois la barre des 200 points ressortant à 224,85 points contre 130,95 en 2006, soit une hausse de 72% sur l'année.

Evolution du WTI et du cours du dollar US

L'environnement économique du Secteur de l'électricité reste toujours marqué par l'évolution des cours du baril de pétrole et du dollar US. Le cours du baril a connu une progression inégalée en 2007 (+59%) ponctuée par un pic à 100\$ US.

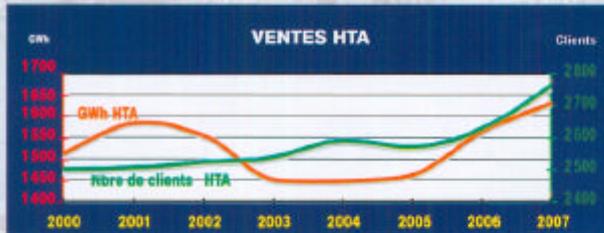
EVOLUTIONS DU WTI ET DU COURS DU DOLLAR US



BILAN DES ACTIVITÉS

Les ventes

■ Ventes HTA



Les ventes HTA sont de **1 632 GWh** en hausse de **4%** par rapport à 2006. Cette croissance des ventes HTA est due principalement à la reprise de l'activité industrielle à Abidjan. En effet les ventes HTA à Abidjan progressent de **+5,40%** alors que l'intérieur en dehors des zones CNO stagne à **+0,72%** et que la zone CNO régresse de **-5,26%**.

■ Ventes BTA



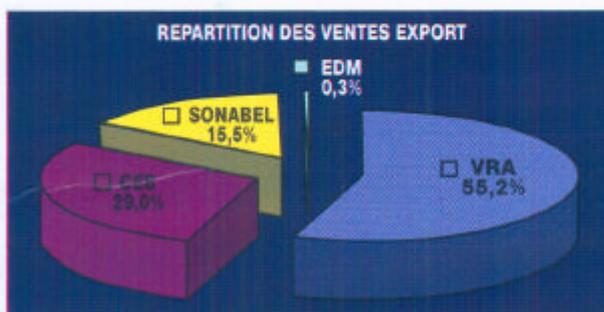
Les ventes BTA sont de **1825 GWh** contre **1695 GWh** en 2006. La progression des ventes s'analyse comme suit :

Abidjan :	+9%
Intérieur hors zone CNO :	+7%
Zone CNO :	-2,56%

Cette croissance est due non seulement à l'accroissement des consommations spécifiques mais également aux résultats des actions de lutte contre la fraude.

Le nombre de clients est de **953 311** à fin décembre 2007.

■ Ventes export



Les ventes d'énergie à l'export vers le Ghana, le Togo, le Bénin, le Burkina Faso et le Mali sont de **772 GWh** en 2007 contre une réalisation 2006 de **1 065 GWh**. Le volume des exportations enregistre donc une baisse de **27,51%**.

La réduction des exportations est consécutive à la situation de déficit de production du système électrique au cours du premier semestre 2007.

Les ventes totales sont de **4 229 GWh** en 2007 en baisse de **2,3%** par rapport à la réalisation 2006 de **4 328 GWh**.

La part des ventes nationales de l'exercice est de **3 457 GWh** en hausse de **5,9%** par rapport à 2006.

La satisfaction de la clientèle

Les actions de proximité initiées auprès de nos clients (accélération des délais de traitement des demandes, amélioration du contact physique, relooking de certains secteurs...) portent leurs fruits.

Une enquête de satisfaction menée au secteur des Deux Plateaux révèle un taux de plus de 80% de satisfaction.



Le temps moyen de coupure

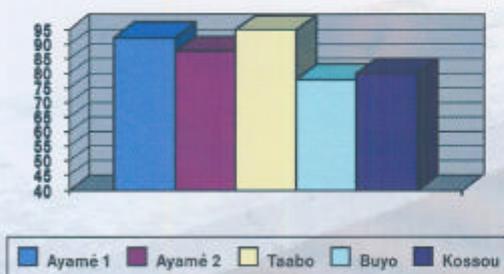
L'année 2007 enregistre une légère amélioration de la qualité du produit malgré les nombreux délestages de février à mai consécutifs à la situation de déficit de production du premier semestre.

Le Temps Moyen de Coupure hors événements exceptionnels est de 22h34' contre 26h29' en 2006, soit une réduction de 3h55.

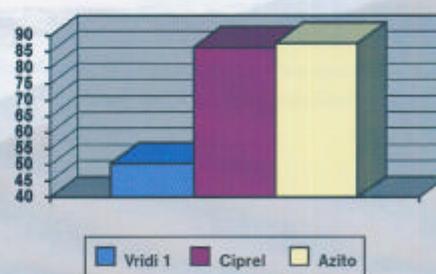
La disponibilité globale des groupes de production à fin décembre 2007 est de 83,67% contre 84,74% en 2006.

Cette disponibilité a baissé globalement d'un point par rapport à 2006 à cause principalement des deux inspections majeures réalisées sur les groupes d'AZITO au mois de mars et d'octobre.

DISPONIBILITÉS DES USINES HYDRAULIQUES



DISPONIBILITÉS DES USINES THERMIQUES



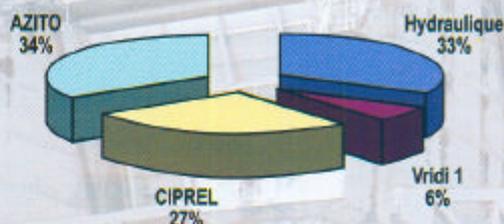
Equilibre Production-Consommation

Production nette

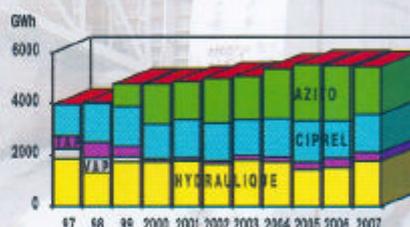
La production nette du système électrique à fin décembre 2007 est de **5 469 GWh**, en baisse de **0,64%** par rapport à 2006 (**5504 GWh**).

Elle se répartit comme suit :

- **Hydraulique** : **1 783 GWh (+18,7%)**
- **Thermique CIE (VRIDI 1)** : **337 GWh (-10,2%)**
- **CIPREL** : **1 487 GWh (+2,0%)**
- **AZITO** : **1 862 GWh (-14,1%)**



REPARTITION DE LA PRODUCTION NETTE



REPARTITION DES LIVRAISONS DE GAZ

Consommation de gaz

La consommation moyenne journalière de gaz naturel du secteur électrique en 2007 est de **118 Mpc/j**, correspondant à une consommation annuelle totale à fin décembre 2007 de **43 084 Mpc** en réduction de **5,18%** par rapport à 2006 (**45 436 Mpc**) avec la répartition suivante :

FOXTROT	57% pour 24 737 Mpc
DEVON	26% pour 11 228 Mpc
CNR	17% pour 7 119 Mpc

Equilibre offre/demande

La consommation nationale d'électricité s'est établie à fin décembre 2007 à un niveau de **4 738 GWh**, soit une croissance de **6%** par rapport à 2006 et le pic de l'appel de puissance annuelle est passé de **712 MW** en 2006 à **762 MW** en 2007 soit une augmentation de **50 MW (+7%)**.

Le taux de croissance reste soutenu et la nécessité d'un ouvrage complémentaire pour satisfaire les besoins est impérative.

L'atelier sur "La sécurité de l'approvisionnement de la Côte d'Ivoire en gaz naturel et en électricité" organisé par le Ministère des Mines et de l'Energie de décembre 2006 à janvier 2007 a recommandé pour le système électrique un programme de renforcement des capacités de production, faute de quoi, le système électrique ivoirien s'installerait dans une situation de déficit chronique.

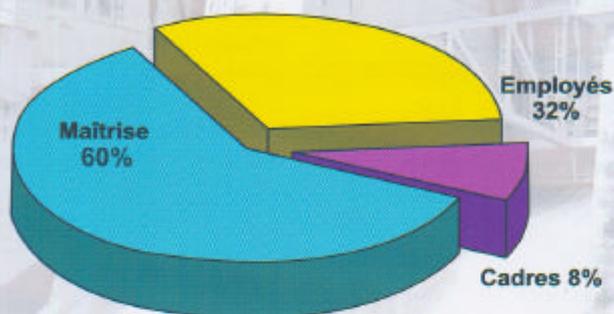
BILAN SOCIAL

Effectifs

L'effectif de la CIE à fin décembre 2007 est de 3082 collaborateurs, composé de 75% d'hommes et de 25% de femmes.

- Cadres :	261 soit 8,4%
- Maîtrises :	1 844 soit 59,9%
- Employés et Ouvriers :	977 soit 31,7 %

EVOLUTION DES EFFECTIFS STATUTAIRES PAR COLLEGE



Médailles d'honneur du travail

Une cérémonie de remise de médailles d'honneur du travail a été organisée le 28 décembre 2007 pour **651** récipiendaires repartis comme suit :

- **135** Médailles d'argent
- **190** Médailles de Vermeil
- **306** Médailles d'Or
- **20** Médaille grand Or.

En 2006, la remise des médailles d'honneur du travail avait concerné **564** collaborateurs.

Le développement durable

Le comité de certification AFAQ/AFNOR du 19 juin 2007 a renouvelé le certificat ISO 9001 version 2000 de la CIE (périmètre et champs complets sur l'ensemble du territoire de la Côte d'Ivoire hors zone CNO).

Par ailleurs, le comité de certification AFAQ/AFNOR du 31 juillet 2007 a décidé d'attribuer le certificat OHSAS 18 001 version 1999 à la Direction de la Production d'Energie sur l'ensemble des sites thermiques et hydrauliques hors le site de Kossou. La remise officielle du certificat a eu lieu le 8 novembre 2007.



RÉSULTATS FINANCIERS

Produits

Les ventes d'énergie

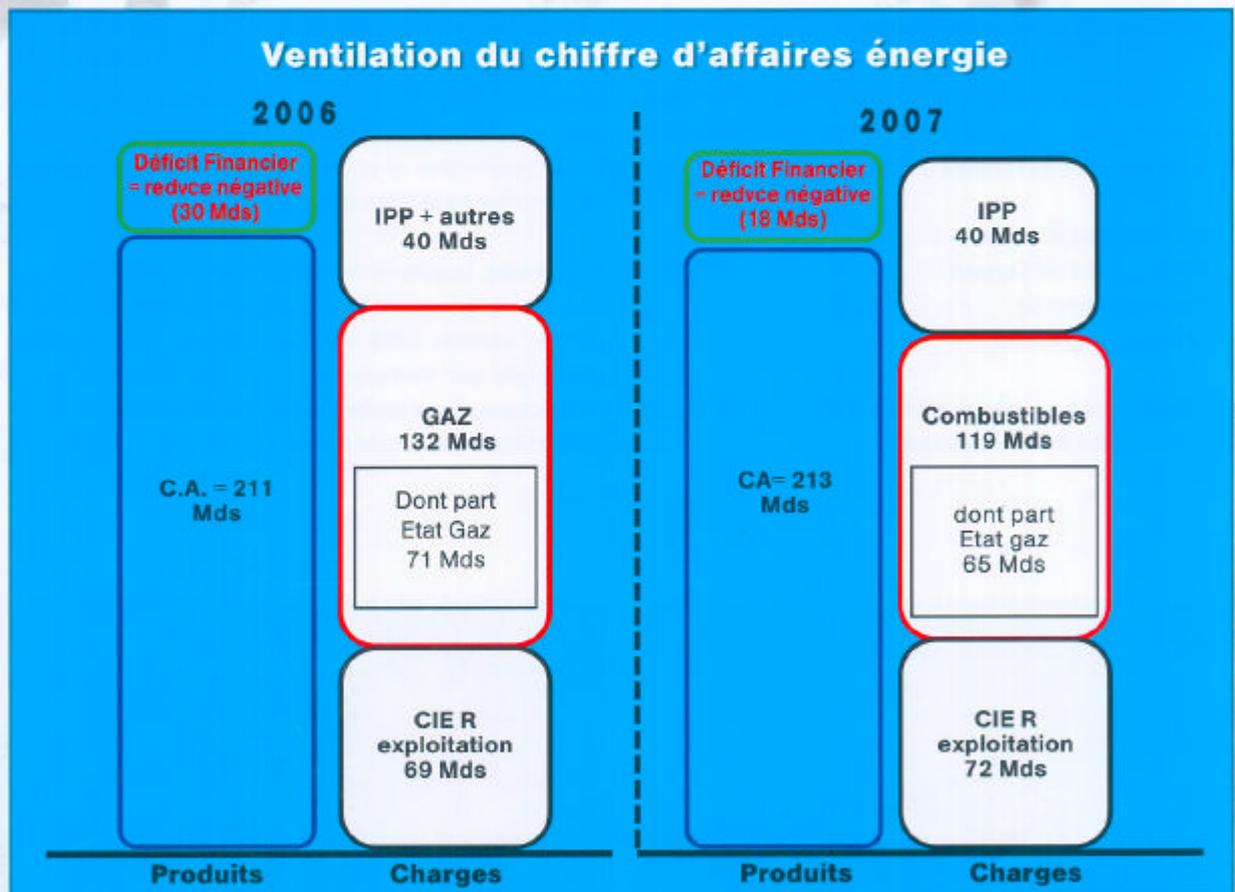
Le chiffre d'affaires des ventes d'énergie est de 213 260 MFCFA en hausse de 1,3% par rapport à 2006. Ce chiffre d'affaires énergie est ainsi ventilé entre les différents acteurs du secteur électrique :

- la rémunération de CIE pour 71 899 MFCFA soit 33,7% du total des ventes
- les achats de combustibles et d'énergie pour 159 299 MFCFA soit 74,7% du total des ventes :

● Cette année encore le produit des ventes d'électricité ne suffit pas à couvrir les charges entraînant un déficit d'exploitation de 17 939 MFCFA affecté à la redevance.

Cette charge négative apparaît dans le compte de résultats (états comptables annexés) sur le poste « Autres charges ».

Des solutions sont préconisées par l'Etat pour le rétablissement de l'équilibre financier du secteur.



Produits propres de CIE

Ils sont constitués de la rémunération de CIE sur les ventes d'électricité et des travaux.

Le total des produits propres à CIE est de 89 319 MFCFA.

Valeur en MFCA	Réalisé 2006	Réalisé 2007	Variation
CA énergie	210 608	213 260	1,3%
Part Etat (combustibles + redevance)	-141 913	-141 361	-0,4%
Rémunération CIE sur vente d'énergie	68 695	71 899	4,7%
Travaux	8 737	7 891	-9,7%
Travaux liés à l'exploitation et divers produits	13 332	9 529	-28,5
Total produits d'exploitation CIE	90 764	89 319	-1,6

Charges et résultats 2007

Les charges d'exploitation de CIE sont constituées des charges enregistrées dans les comptes déduction faite des charges de combustibles et de redevance.

Il faut signaler la hausse de 10,7% par rapport au réalisé de 2006 du poste autres services extérieurs qui s'établit à 29 349 MFCFA. Cette variation a été générée essentiellement par l'abandon de créances en zone CNO à hauteur de 3 848 MFCFA demandée par l'Etat dans le cadre du protocole de compensation des créances et dettes réciproques au 31 décembre 2006 entre l'Etat et le Secteur de l'Electricité.

Cet abandon de créances n'a pas eu d'impact sur le résultat de 2007 puisque la rémunération de CIE contenue dans les créances liées aux factures BT

privée de la zone CNO était couverte par une provision. Les frais de personnel sont en hausse de 11,5% à 25 682 MFCFA. Rappelons que le niveau de ce poste était exceptionnellement bas l'an dernier suite à la reprise de la provision pour restructuration.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 81 305 MFCFA en hausse de 10,1% d'où un excédent brut d'exploitation de 8 014 MFCFA, en forte baisse de 52,6% par rapport à 2006.

Le résultat brut s'établit à 6 622 MFCFA après déduction de l'impôt BIC de 1 988 MFCFA, le résultat net est de 4 634 MFCFA en hausse de 25,0% par rapport à 2006.

Valeur en MFCA	Réalisé 2006	Réalisé 2007	Variation
Entretien et travaux	24 302	26 274	8,1%
Autres services extérieurs	26 515	29 349	10,7%
Personnel	23 041	25 682	11,5%
Total charges d'exploitation	73 858	81 305	10,1%
Excédent brut d'exploitation	16 906	8 014	-52,6%
Résultat avant impôts	4 875	6 622	35,9%
Impôt BIC	1 166	1 988	70,5%
Résultat net	3 709	4 634	25,0%

Annotation :

Le chiffre d'affaires propre de CIE n'étant pas en lecture directe dans les états comptables établis selon les normes du SYSCOHADA, les éléments des produits et des charges présentés sont issus des données de gestion de l'entreprise.

Le rapprochement avec les états comptables pour la détermination de l'Excédent Brut d'Exploitation s'analyse comme suit :

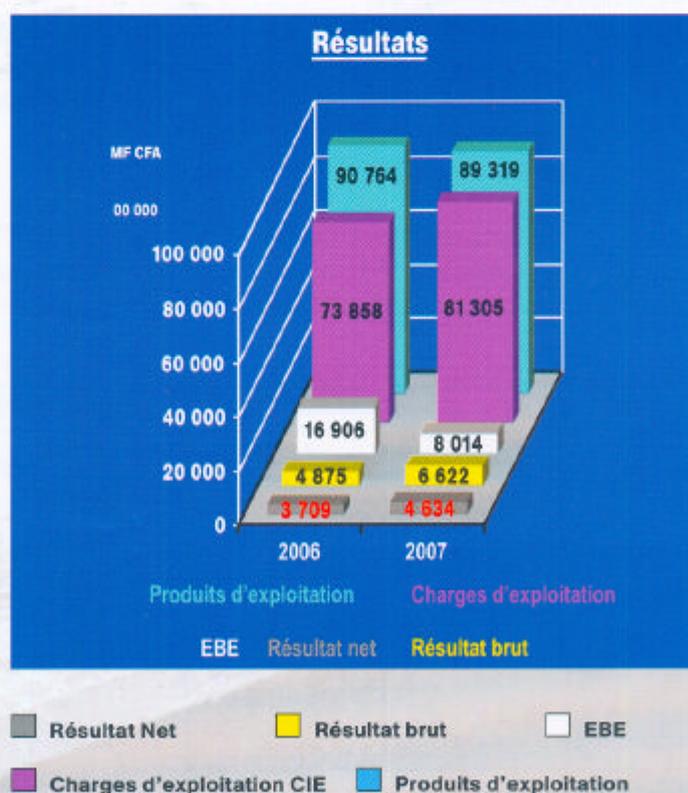
L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)

En million de FCFA

	2006	2007
Excédent brut d'exploitation comptable	1 279	7 281
Transfert de charges	13 557	5 242
Retraitements provisions	2 070	-4 509
Excédent brut d'exploitation gestion	16 906	8 014

Les transferts de charges neutralisent principalement les charges supportées lors de la réalisation des travaux effectués pour le compte de l'Autorité

Concédante ainsi que les charges des compteurs immobilisés sur la période.



BILAN - FINANCEMENT - RATIOS

Le total du bilan enregistre une baisse de 22% à 215 731 MFCFA, due à la régression de l'actif circulant du fait de la compensation des créances et dettes réciproques entre l'Etat de Côte d'Ivoire et le secteur

de l'électricité.

Un protocole de compensation des dettes croisées arrêtées en décembre 2006 a été signé le 29 mars 2007 à hauteur de 129 659 MFCFA.

Bilan - Actif

Valeur en MFCFA	2006	% du bilan	2007	% du bilan
Actif immobilisé net	34 764	13%	35 107	16%
Immobilisations corporelles	29 988	11%	31 590	15%
Immobilisations financières	1 906	1%	1 553	1%
Autres	2 870	1%	1 964	1%
Actif circulant	238 473	86%	177 844	83%
Clients	159 504	58%	130 801	59%
Stocks	14 499	5%	16 966	8%
Autres actifs circulant	64 470	23%	30 077	16%
Trésorerie	3 962	1%	2 780	1%
TOTAL	277 198	100%	215 731	100%

Le niveau des créances brutes est de 144 908 MFCFA ; si l'on déduit des créances brutes les provisions constituées de 14 106 MFCFA, le total des clients nets s'établit à 130 801 MFCFA soit une baisse

de 18% par rapport à 2006.

Les autres actifs circulants enregistrent la redevance d'exploitation négative de 17 939 MFCFA

Bilan - Passif

Valeur en MFCFA	2006	% du bilan	2007	% du bilan
Capitaux permanents	46 289	17%	46 478	22%
Capitaux propres	20 528	8%	21 467	10%
Dettes financières	25 761	9%	25 011	11%
Passif circulant	230 909	83%	164 801	76%
Clients, avances reçues	4 078	1%	4 241	2%
Dettes fournisseurs	174 104	62%	111 094	51%
Dettes Etat et autres dettes	52 727	20%	49 466	23%
Trésorerie		0%	4 452	2%
TOTAL	277 198	100%	215 731	100%

La baisse du passif circulant, essentiellement liée à la baisse du poste fournisseurs, induit la baisse du total passif de 22% à 215 731 MFCFA.

Les factures de la part Etat gaz non payées dans les dettes fournisseurs au 31 décembre 2007 s'élèvent à 64 613 MFCFA contre 137 733 MFCFA en 2006.

Les dettes fournisseurs enregistrent une baisse importante de 36% à 111 094 MFCFA, suite à la compensation des factures de la part Etat gaz au 31 décembre 2006.

Il faut signaler une tension sur la trésorerie avec un découvert de 4 452 MFCFA

Financement

RESSOURCES/EMPLOIS en MFCFA	2006	2007
Ressources		
Capacité d'autofinancement	14 064	10 971
Dividende exercice précédent	-2 324	-3 696
Autofinancement	11 740	7 275
Emprunts	2 959	3 751
Ressources nettes de financement	14 699	11 026
Emplois		
Variation des stocks	737	2 467
Variation des créances	-78 382	-63 095
Variation des dettes circulantes	72 538	65 162
Variation du Besoin en Financement d'exploitation (BFE)	-5 107	-4 534
Investissements nets	-7 138	-7 860
Divers hors activité ordinaire	687	-945
Emplois financiers contraints	-2 836	-3 320
Emplois totaux à financer	-14 394	-16 659
Variation de trésorerie	305	-5 634

Les ressources

Baisse importante des ressources nettes de financement à 11 026 MFCFA contre 14 699 MFCFA l'an dernier suite à un autofinancement dégradé à 7 275 MFCFA.

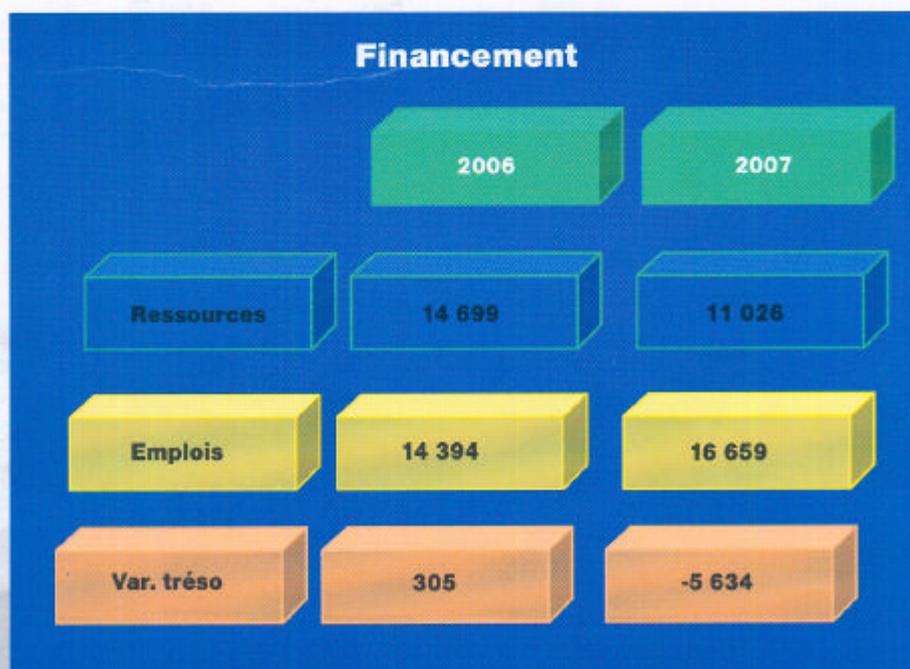
Les emplois

La variation des créances et dettes sont la résultante de la compensation des dettes et créances avec l'Etat.

La forte variation des stocks contribue à accroître nos emplois à financer qui s'élèvent à 16 659 MFCFA.

La trésorerie

Les ressources nettes de 11 026 MFCFA face à des emplois à financer de 16 659 MFCFA induisent une baisse de trésorerie de 5 634 MFC FA.



Ratios et rentabilité

Désignation	2006	2007
Ratios de structure financière		
Couverture des emplois fixes par des ressources stables de financement	1,33	1,32
Liquidité générale	1,05	1,07
Ratios de gestion		
Rotation des capitaux propres	4,42	4,16
Ratios de rentabilité		
EBE gestion /chiffre d'affaires CIE	18,63%	8,97%
Rentabilité des fonds propres	18,07%	21,59%
Résultats par action		
Dividende net / cours moyen action	11,61%	12,35%
Cours de l'action au 31/12	9 500	13 500
Cours moyen de l'action	10 234	12 064

Malgré le contexte toujours difficile, les ratios financiers restent globalement satisfaisants :

Ratios de structure financière :

Les actifs immobilisés sont couverts par les ressources stables (capitaux permanents) à hauteur de 132%.

Le ratio de liquidité générale reste supérieur à 1.

Ratios de gestion :

Le taux de rotation des capitaux propres reste élevé à 4,16.

Ratios de rentabilité :

La rentabilité des fonds propres s'améliore d'environ 4% par rapport à 2006, même si la rentabilité de l'exploitation connaît une forte baisse.

Le cours de l'action au 31 décembre 2007 s'établit à 13 500 FCFA, pour un cours moyen de l'année 2007 à 12 064 FCFA.

Le rendement de l'action est de 12,35% soit une rentabilité à deux chiffres largement supérieure aux taux de rendement des placements locaux.



RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETATS FINANCIERS ANNUELS (Exercice clos le 31 décembre 2007)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 sur :

■ le contrôle des états financiers annuels de la COMPAGNIE IVOIRIENNE D'ELECTRICITE (CIE), tels qu'ils sont annexés au présent rapport,

■ les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

1. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels établis conformément aux principes du système comptable de l'OHADA, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Abidjan, le 5 mai 2008

MAZARS COTE D'IVOIRE
Armand Fandohan
Expert comptable diplômé

ERNST & YOUNG
Caroline Zamolciowna-Orlo
Expert comptable diplômé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

(Exercice clos le 31 décembre 2007)

Conformément aux dispositions de l'article 440 de l'Acte uniforme du traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique (G.I.E.), nous vous présentons notre rapport sur les conventions prévues à l'article 438 dudit acte.

Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes conclues entre la société et l'un des administrateurs, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint ou entre la société et toute autre entreprise dont l'un des administrateurs serait propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur, à l'exclusion des conventions normales portant sur des opérations conclues à des conditions habituelles.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

Le Président du Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice 2007.

2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Avec la SODECI

Administrateurs concernés

Messieurs Martin BOUYGUES, Olivier BOUYGUES, Marcel ZADI KESSY, Ousmane DIARRA, Denis PALFER-SOLLIER, Louis PETERSCHMITT, Jean-Jacques CASSAGNE, Denis SCHERRER.

Convention de bail

Nature et objet

Location à la COMPAGNIE IVOIRIENNE D'ÉLECTRICITE (CIE) d'un immeuble. Cette convention a été signée en date du 1^{er} février 1993, pour une durée de 9 ans, renouvelable par tacite reconduction par période triennale.

Modalités

Le loyer trimestriel est de 55 269 000 FCFA. La CIE a ainsi supporté à 221 millions de FCFA hors taxes, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Convention d'assistance médicale curative

Nature et objet

Cette convention est relative à la prestation, par les services de santé de la CIE, de soins curatifs au bénéfice du personnel de la SODECI et de leurs ayants droits.

Les prestations concernent les interventions suivantes :

- la médecine générale,
- la médecine spécialisée,
- les consultations infirmières,
- les soins infirmiers de première nécessité.

Modalités

Au titre de l'exercice 2007, la CIE a perçu 7,7 millions FCFA hors taxes, pour cette convention.

Avec la CIPREL

Administrateurs concernés

Messieurs Marcel ZADI KESSY, Denis PALFER-SOLLIER.

Contrat de fournitures et de prestations

Nature et objet

Un contrat de fournitures et de prestations avait été conclu entre la CIE et la CIPREL en 2001. Il définit les conditions dans lesquelles la CIE effectue pour la CIPREL, un certain nombre de prestations en matière de fournitures et de services nécessaires au bon fonctionnement de la centrale.

Au cours de l'exercice 2007, certaines modalités de ce contrat ont été modifiées avec effet au 1^{er} avril 2007.

Modalités

La rémunération annuelle de la CIE qui court depuis le 1^{er} avril 2007, est de 128 550 000 FCFA. Sur l'exercice 2007, les produits perçus par la CIE s'élèvent à 181 millions de FCFA hors taxes. Ils intègrent la rémunération du premier trimestre valorisée suivant les anciennes modalités.

Les nouvelles modalités de ladite convention ont été formellement autorisées au cours de la réunion du Conseil d'Administration du 14 février 2008.

Convention d'assistance médicale Curative

Nature et objet

Cette convention est relative à la prestation, par les services de santé de la CIE, de soins curatifs au bénéfice du personnel de CIPREL et de leurs ayants droits. Les prestations concernent les interventions suivantes :

- la médecine générale,
- la médecine spécialisée,

- des consultations infirmières,
- des soins infirmiers de première nécessité.

Modalités

Au titre de l'exercice 2007, la CIE a perçu 1,1 million de FCFA hors taxes pour cette convention.

Convention d'assistance Médicale du travail

Nature et objet

Prestations médicales dispensées par les services de santé de la CIE au personnel de la CIPREL.

Modalités

Au titre de l'exercice 2007, la CIE a facturé 2,4 millions de FCFA hors taxes pour cette convention.

Avec le Groupement des Services Eau et Electricité (GS2E)

Administrateur concerné

Monsieur Marcel ZADI KESSY

Nature et objet

Convention de services pour la réalisation de prestations dans les principaux domaines suivants :

- Ressources humaines et formation,
- Audit exploitation eau et électricité,
- Communication et documentation,
- Systèmes d'information,
- Finances, comptabilité, achat et assurances,
- Conseil juridique,
- Ingénierie financière, études et maîtrise d'œuvre,
- Qualité, sécurité et environnement.

Modalités

Sur l'exercice 2007, le coût total facturé au titre des prestations rendues à la CIE par le GS2E s'est élevé à 1 577 millions de FCFA hors taxes.

Avec la société FINAGESTION

Administrateurs concernés

Messieurs Olivier BOUYGUES, Marcel ZADI KESSY, Denis PALFER-SOLLIER.

Nature et objet

Par cette convention, la société FINAGESTION s'engage à réaliser une assistance générale pour la gestion des services et des activités de la CIE. Cette convention est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Modalités

La charge enregistrée en 2007 par la CIE, dans le cadre de cette convention, s'élève à 1 632 millions de FCFA hors taxes. Cette rémunération de FINAGESTION

est égale à 0,82% du chiffre d'affaires annuel hors TVA, réalisé par la CIE au cours de l'exercice précédent. La variation annuelle de cette rémunération ne peut excéder 3%, comparativement à celle payée par la CIE au titre de l'exercice précédent.

Abidjan, le 5 mai 2008

MAZARS COTE D'IVOIRE
Armand Fandohan
Expert comptable diplômé

ERNST & YOUNG
Caroline Zamojciowna-Orio
Expert comptable diplômé



PROJET DE RÉSOLUTIONS

PREMIERE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes, les approuve ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007 comportant le bilan et le compte de résultat tels qu'ils sont présentés.

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve de leur gestion aux Administrateurs.

Ainsi chacune des 2 800 000 actions formant le capital recevra un dividende brut de 1 660 F CFA. Le dividende sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2008.

QUATRIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux Administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, une somme globale annuelle de 29 000 000 FCFA, dont la répartition sera effectuée par le Conseil d'Administration.

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes concernant les conventions visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme, approuve les mentions y figurant.

CINQUIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Olivier BOUYGUES pour une période de six exercices soit jusqu' à l'issue de l'Assemblée Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

TROISIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant l'existence d'un bénéfice net de 4 634 411 994 FCFA et compte tenu du report à nouveau antérieur de 32 296 158 FCFA, décide d'affecter le bénéfice disponible de 4 666 708 152 FCFA de la manière suivante :

· la distribution d'un dividende global pour : 4 648 000 000 FCFA

· le solde au report à nouveau, soit : 18 708 152 FCFA

SIXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Michel FRANCONY pour une période de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

SEPTIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation à la fonction d'Administrateur de Monsieur Stéphane MARTIN, faite par le Conseil d'Administration en sa séance du 14 février 2008, en remplacement de Monsieur Denis SCHERRER, démissionnaire.

En conséquence, Monsieur Stéphane MARTIN exercera ses fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve de sa gestion à Monsieur Denis SCHERRER.

HUITIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour remplir, partout où besoin sera, toutes formalités de dépôt, publicité ou autres qui seraient nécessaires.



ÉTATS FINANCIERS

Bilan - Actif

	Brut	Exercice 2007 Amort./Prov.	Net	Exercice 2006 Net
ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA Charges immobilisées	0		0	0
AB Frais d'établissement et charges à répartir	0		0	0
AC Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles	10 387 919 469	8 425 658 013	1 962 261 456	2 867 449 653
AE Frais de recherche et de développement				
AF Brevets, licences, logiciels	10 387 919 469	8 425 658 013	1 962 261 456	2 867 449 653
AG Fonds commercial				
AH Autres immobilisations incorporelles				
AI Immobilisations corporelles	92 755 883 295	61 166 250 752	31 589 632 543	29 987 656 063
AJ Terrains	884 259 735		884 259 735	884 259 735
AK Bâtiments	3 741 432 886	1 572 101 261	2 169 331 625	2 310 388 614
AL Installations et agencements	8 038 755 087	6 174 373 288	1 864 381 799	1 697 170 848
AM Matériel	60 836 583 242	39 624 044 200	21 212 539 042	19 744 297 841
AN Matériel de transport	19 254 852 345	13 795 732 003	5 459 120 342	5 351 539 025
AP Av. et Ac. versés sur immobilisations	1 954 504		1 954 504	3 039 072
AQ Immobilisations financières	1 553 183 167	0	1 553 183 167	1 906 048 485
AR Titres de participation	428 800 000		428 800 000	428 800 000
AS Autres immobilisations financières	1 124 383 167		1 124 383 167	1 477 248 485
AW (1) dont H.A.O. : Brut				
Net				
AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	104 698 940 435	69 591 908 765	35 107 031 670	34 764 193 273
ACTIF CIRCULANT				
BA Actif circulant H.A.O.	0		0	0
BB Stocks	20 726 232 868	3 760 417 373	16 965 815 495	14 498 547 325
BC Marchandises				
BD Matières premières et autres approv.	20 726 232 868	3 760 417 373	16 965 815 495	14 498 547 325
BE En-cours				
BF Produits fabriqués				
BG Créances et emplois assimilés	177 888 528 870	17 010 216 844	160 878 312 026	223 973 602 372
BH Fournisseurs, avances versées	2 486 763 371		2 486 763 371	1 362 578 135
BI Clients	144 907 872 764	14 106 205 231	130 801 467 533	159 504 183 177
BJ Autres créances	30 494 092 735	2 904 011 613	27 590 081 122	63 106 841 060
BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	198 614 761 738	20 770 634 217	177 844 127 521	238 472 149 697
TRESORERIE - ACTIF				
BQ Titres de placement	289 205 668		289 205 668	46 501 584
BR Valeurs à encaisser			0	0
BS Banques, chèques postaux, caisse	3 010 421 812	519 547 137	2 490 874 675	3 915 513 444
BT TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	3 299 627 480	519 547 137	2 780 080 343	3 962 015 028
BU Ecart de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	0		0	0
BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	306 613 329 653	90 882 090 119	215 731 239 534	277 198 357 998

ÉTATS FINANCIERS

Bilan - Passif

	Exercice 2007	Exercice 2006
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA Capital	14 000 000 000	14 000 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves	2 832 296 158	2 818 993 179
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion		
CE Ecart de réévaluation		
CF Réserves indisponibles	2 800 000 000	2 800 000 000
CG Réserves libres		
CH Report à nouveau	32 296 158	16 993 179
CI Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	4 634 411 994	3 709 302 979
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement		
CM Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP -CAPITAUX PROPRES (I)	21 466 708 152	20 528 296 158
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)		
DA Emprunts	0	218 478 703
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC Dettes financières diverses	18 304 741 496	17 855 527 727
DD Provisions financières pour risques et charges	6 707 049 762	7 687 339 995
DE (1) dont H.A.O. :		
DF TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	25 011 791 258	25 761 346 425
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	46 478 499 410	46 289 642 583
PASSIF CIRCULANT		
DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	1 000 778 181	1 946 069 066
DI Clients, avances reçues	4 241 303 557	4 077 830 696
DJ Fournisseurs d'exploitation	111 094 170 288	174 103 976 862
DK Dettes fiscales	38 688 412 275	39 898 614 256
DL Dettes sociales	5 152 290 963	5 133 893 004
DM Autres dettes	4 623 954 461	5 748 131 531
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	164 800 909 745	230 908 715 415
TRÉSORERIE - PASSIF		
DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	4 451 830 379	0
DT TOTAL TRÉSORERIE - PASSIF (IV)	4 451 830 379	0
DV Ecart de conversion - Passif (V) (gain probable de change)		
DZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	215 731 239 534	277 198 357 098

ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat - Charges

	Exercice 2007	Exercice 2006
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
RA Achats de marchandises	0	0
RB - Variation de stocks (Marge brute sur matières voir TB)	(- ou +)	
RC Achats de matières premières et fournitures liées		
RD - Variation de stocks (Marge brute sur matières voir TG)	(- ou +)	
RE Autres achats	179 061 807 110	167 296 002 363
RH - Variation de stocks	(- ou +) -2 579 062 693	1 587 008 947
RI Transports	1 195 948 372	1 222 932 768
RJ Services extérieurs	30 200 116 464	30 322 891 683
RK Impôts et taxes	4 673 792 630	3 310 068 620
RL Autres charges (Valeur Ajoutées voir TN)	-8 051 965 972	-23 779 789 070
RP Charges de personnel (1) (1) dont personnel extérieur	25 682 070 770 1 487 145 283	23 041 176 212 1 090 361 071
RQ (Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS Dotations aux amortissements et aux provisions	8 398 446 468	10 445 931 203
RW Total des charges d'exploitation (Résultat d'exploitation voir TX)	238 601 153 149	233 446 222 786
ACTIVITE FINANCIERE		
SA Frais financiers	430 816 122	404 642 663
SC Pertes de change	0	0
SD Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF Total des charges financières (Résultat financier voir UG)	430 816 122	404 642 663
SH Total des charges des activités ordinaires (Résultat des activités ordinaires voir UI)	239 031 969 271	233 850 865 449
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	195 647 503	679 333 243
SL Charges H.A.O.		
SM Dotations H.A.O.		
SO Total des charges H.A.O. (Résultat H.A.O. voir UP)	195 647 503	679 333 243
SQ Participation des travailleurs		
SR Impôts sur le résultat	1 988 142 687	1 166 450 228
SS Total participation et impôts	1 988 142 687	1 166 450 228
ST TOTAL GENERAL DES CHARGES (Résultat net voir UZ)	241 215 759 461	235 696 648 920

ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat - Produits

ACTIVITE D'EXPLOITATION		Exercice 2007	Exercice 2006
TA	Ventes de marchandises	19 400 290	3 378 630
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	19 400 290	3 373 630
TC	Ventes de produits fabriqués	214 304 381 706	211 440 794 972
TD	Travaux, services vendus	14 703 706 158	6 620 802 169
TE	Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)	
TF	Production immobilisée	0	0
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	229 008 087 864	218 061 597 141
TH	Produits accessoires	481 797 163	4 464 645 095
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA + TC + TD + TH)	229 509 285 317	222 529 620 866
TJ	(1) dont à l'exportation	39 987 709 275	38 798 162 204
TK	Subvention d'exploitation		
TL	Autres produits	7 974 442 961	1 749 631 973
TN	VALEUR AJOUTEE	32 963 092 367	24 320 137 468
TO	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	7 281 021 597	1 278 961 256
TS	Reprises de provisions	2 148 778 172	427 587 335
TT	Transferts de charges	5 242 078 667	13 556 786 591
TW	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	244 674 585 117	238 263 626 765
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION	6 273 431 968	4 817 405 979
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		
ACTIVITE FINANCIERE			
UA	Revenus financiers	855 233 880	754 386 722
UC	Gains de change	0	0
UD	Reprises de provisions		
UE	Transferts de charges	11 279 725	45 579 084
UF	Total des produits financiers	866 513 605	799 965 806
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	435 697 483	395 323 143
UH	Total des produits des activités ordinaires	245 741 098 722	239 063 594 571
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1) (+ ou -)	6 709 129 451	5 212 729 122
UJ	(1) dont impôt correspondant	1 712 294 106	1 246 884 806
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)			
UK	Produits des cessions d'immobilisations	109 072 733	342 355 228
UL	Produits H.A.O.		
UM	Reprises H.A.O.		
UN	Transferts de charges	0	2 100
UO	Total des produits H.A.O.	109 072 733	342 357 328
UP	RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	-86 574 770	-336 975 915
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	245 850 171 455	239 405 951 899
UZ	RESULTAT NET	4 634 411 994	3 709 302 979
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

ÉTATS FINANCIERS

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes (à l'exclusion des cessions)
+ Produits encaissables restantes (d'actif immobilisé)

		E.B.E.	
(SA) Frais financiers	430 816 122	(TT) Transferts de charges d'exploitation	7 281 021 597
(SC) Pertes de change	0	(UA) Revenus financiers	5 242 078 667
(SL) Charges H.A.O.		(UC) Gains de change	855 233 880
(SQ) Participation		(UE) Transferts de charges	0
(SR) Impôts sur le résultat	1 988 142 687	(UL) Produits H.A.O.	11 279 725
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	0
Total (I)	2 418 958 809	Total (II)	13 389 613 869
CAFG: Total (II) - Total (I) =	10 970 655 060	(N-1):	14 064 624 862

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 10 970 655 060 - 3 696 000 000 = 7 274 655 060

(N-1): 11 740 624 862

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N - (N-1)	Emplois diminution (-)	Ressources augmentation (+)
(BC) Marchandises	ou	0
(BD) Matières premières	2 467 268 170 ou	0
(BE) En-cours	ou	0
(BF) Produits fabriqués	ou	0
(A) Variation globale nette des stocks	2 467 268 170 ou	0

(1) Dividende mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

Variation des créances : N - (N-1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	1 124 185 236 ou	0
(BI) Clients	0 ou	28 702 715 644
(BJ) Autres créances	0 ou	35 516 759 938
(BU) Ecart de conversion - Actif (1)	0 ou	0
(B) Variation globale nette des créances	0 ou	63 095 290 346

Variation des dettes circulantes : N - (N-1)	Emplois diminution (-)	Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	0 ou	163 472 861
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	63 009 806 574 ou	0
(DK) Dettes fiscales	1 210 401 981 ou	0
(DL) Dettes sociales	0 ou	18 397 959
(DM) Autres dettes	1 124 177 050 ou	0
(DN) Risques provisionnés	0 ou	0
(DV) Ecart de conversion - Passif	0 ou	0
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	65 162 514 785 ou	0

Variation du B.F.E. = (A) + (B) + (C) **4 534 492 609 ou** **0**

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

E.T.E. = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	N	N-1
Excédent brut d'exploitation	7 281 021 597	1 278 961 256
- Variation du B.F.E. (- si emplois; + si ressources) (- ou +)	-4 534 492 609	-5 107 433 932
- Production immobilisée	0	0

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION **2 746 528 988** **-3 828 472 676**

(1) En cours d'adoption.

ÉTATS FINANCIERS

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE)

	Exercice 2007		Exercice 2006 (E-; R+)
	Emplois	Ressources	
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)			
Croissance interne			
FB Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	206 060 547		-86 307 801
FC Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	8 115 471 752	109 072 733	-7 436 165 900
Croissance externe			
FD Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	135 713 453	486 575 771	384 347 548
FF INVESTISSEMENT TOTAL	7 859 594 248		-7 138 126 153
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)			
FG	4 534 492 609	0	-5 107 433 932
FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	12 394 086 857		-12 245 560 085
III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)			
FI	945 290 885	0	687 398 199
IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)			
FJ	3 319 849 614		-2 836 191 817
<i>Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VI</i>			
FK B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	16 659 227 356		-14 394 353 703
V. FINANCEMENT INTERNE			
FL Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	3 898 000 000	10 970 655 080	11 740 624 862
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM Augmentations de capitaux par apports nouveaux	//////		
FN Subventions d'investissement	//////		
FP Prélèvement sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)		//////	
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ Emprunts (2)			
FR Autres dettes financières (2)		3 750 584 680	2 958 851 432
<i>(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois</i>			
FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		11 025 239 740	14 699 476 294
FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	5 633 765 064 ou	0	305 122 591
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
FU à la clôture de l'exercice + ou -	-1 671 750 036		
FV à l'ouverture de l'exercice + ou -	3 962 015 028		
FW Variation Trésorerie: (- si emploi ; - si ressources)	-5 633 765 064	0 ou 5 633 765 064	-305 122 591
Contrôle: D = VIII avec signe opposé			
Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux; II, III, VIII : différences "bilantales" 0			
CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N-1)			
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N-1)	153 981 570	ou	Ressources 0
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N-1)	5 479 783 494	ou	0
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N-1)	0	ou	5 633 765 064
TOTAL	5 633 765 064	=	5 633 765 064

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Incidence de la Convention de Concession sur la Présentation des Comptes Annuels

La convention de concession de service public conclue le 25 octobre 1990 pour une durée de 15 années entre la CIE et l'Etat de Côte d'Ivoire a enregistré son terme initial le 25 octobre 2005.

Les Parties ont dressé le bilan de leur relation contractuelle et fait le point sur l'état du secteur de l'Electricité et, à cette occasion, ont pris acte des progrès notables réalisés depuis l'entrée en vigueur de la convention de concession.

Conscientes de l'importance du Secteur de l'Electricité pour le bien être des populations et le développement économique de la Côte d'Ivoire, et au vu des enseignements tirés de leur première période de collaboration, les Parties ont manifesté leur intention de poursuivre leur partenariat et de le renforcer.

L'Etat et la CIE se sont rencontrés et ont décidé de conclure l'Avenant n°5 à la convention de concession dont l'objet est notamment de renouveler la Convention pour une période de quinze (15) ans.

Par application de la convention de service public signée avec l'Etat de Côte d'Ivoire et du protocole d'accord avec L'ex-EECI :

■ les comptes de la CIE n'intègrent ni les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante, ni leur dépréciation. Cependant, la CIE en supporte les frais d'entretien, de réparation et d'assurance ;

■ le chiffre d'affaires qui figure au compte de résultat de la CIE correspond principalement aux produits de la vente de l'énergie électrique. Il est différent du revenu propre de la CIE qui est égal aux composantes R1, R3 et R4 définies contractuellement. Cette rémunération n'apparaît pas en lecture directe dans les comptes.

Elle est obtenue par différence entre le chiffre d'affaires énergie et les éléments suivants :

● la redevance de l'Autorité concédante qui est inscrite dans les charges d'exploitation dans le poste « autres charges ».

● Les charges liées aux consommations d'électricité et aux combustibles liquides et gazeux comprises dans les postes « Autres achats » et « Variation de stocks ».

Le chiffre d'affaires de l'exercice inclut :

● les facturations émises du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007, comprenant les ventes locales et les ventes à l'exportation ;

● la variation de l'énergie en compteurs sur l'exercice 2007 ;

■ les droits acquis antérieurement au 1^{er} novembre 1990, par le personnel au titre des congés et des indemnités de départ à la retraite, sont dus par l'ex EECI et sont comptabilisés par la CIE en dettes vis-à-vis du personnel et en créances sur l'ex EECI pour un montant identique ; la SOGEPE se substituant à l'ex EECI ;

■ les travaux réalisés dans le cadre du renouvellement de l'outil de production sont imputés sur la redevance à reverser à l'Autorité Concédante dans la limite du budget alloué annuellement par l'Autorité Concédante à la CIE ;

■ les travaux entrant dans le cadre des inspections majeures des installations de production sont réalisés et enregistrés dans les charges de la CIE. Une compensation est allouée annuellement par l'Autorité Concédante à la CIE.

■ la refacturation à l'Autorité Concédante des travaux du poste de Yopougon II à hauteur de FCFA 6 043 millions

2. Règles et Méthodes Comptables

Les comptes de l'exercice de douze (12) mois clos le 31 décembre 2007 ont été établis conformément aux règles en vigueur en République de Côte d'Ivoire et sont présentés selon les prescriptions du droit comptable de l'OHADA en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003.

Ces comptes sont comparables à ceux de l'exercice précédent.

Les principales règles et méthodes comptables retenues par la CIE pour l'établissement de ses comptes annuels sont décrites ci-après.

2.1. Charges Immobilisées

Les charges immobilisées enregistrent les frais d'acquisitions d'immobilisations. Elles sont étalées sur cinq ans.

2.2. Immobilisations Incorporelles

Les frais de premier établissement sont intégralement amortis sur l'exercice au cours duquel ils ont été engagés. Les logiciels de bureautique sont amortis sur une durée de trois ans et les applications sont amorties sur cinq ans.

2.3. Immobilisations Corporelles

Les acquisitions sont comptabilisées à leur coût de revient. Les durées normales d'amortissement retenues sont les suivantes en années :

Constructions	20
Matériels et outillage	10
Compteurs	10 et 15
Véhicules	3, 4 et 5
Matériel et engins d'exploitation	10

Mobiliers	10
Matériels informatiques	3 et 5
Matériels divers (bureau, ménager...)	6
Aménagements et agencements	10

2.4. Immobilisations Financières

Les immobilisations financières enregistrent principalement :

- La participation de CIE dans le capital de GS2E
- Les souscriptions aux obligations émises par la BNI et à la SICAV SOGEVALOR.

2.5. Stocks

La gestion des stocks se fait suivant la méthode de l'inventaire permanent.

Les stocks ont fait l'objet d'un inventaire physique au 30 novembre 2007 qui a servi à quantifier les valeurs d'exploitation au 31 décembre 2007.

Les stocks de combustibles sont valorisés selon la méthode du "premier entré, premier sorti" qui, en raison de la rotation rapide de ces stocks, correspond aux derniers prix connus de l'exercice.

Une provision pour dépréciation est constatée sur les stocks de sécurité des turbines à gaz de la Centrale de Vridi 1 et des barrages hydroélectriques. Cette provision est calculée en fonction de la durée résiduelle d'utilisation des installations de production auxquelles ces stocks sont rattachés.

2.6. Comptes Clients

Les créances relatives aux ventes locales d'électricité correspondent aux portefeuilles clients des applications informatiques de gestion des abonnés à l'électricité basse tension et haute tension.

Les créances relatives aux exportations d'électricité facturées en devises correspondent à la contrevaletur en Francs CFA des devises utilisées à la clôture de l'exercice.

Les créances douteuses se rapportent aux clients privés. Elles sont composées des soldes nets des résiliés et de la part des impayés des clients en vigueur non couverte par les avances sur consommations.

La part de la CIE correspond au produit du nombre de Kwh compris dans les créances douteuses par la rémunération de la CIE par Kwh. La part de la CIE dans les créances douteuses constitue la base de détermination des provisions pour créances douteuses.

Le taux de dépréciation utilisé a été de 100% pour les créances nettes sur les résiliés et pour les créances antérieures à l'exercice 2007 sur les abonnés en vigueur.

Les créances sur le secteur public et parapublic, ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation, quels que soient les retards de règlement, ces créances pouvant faire l'objet de compensation avec les dettes du secteur de l'électricité envers l'Etat.

2.7. Energie en Compteurs

L'énergie en compteurs correspondant à l'énergie consommée et non encore facturée à la date de clôture, constitue un produit à recevoir. Elle est valorisée au prix de vente TVA comprise.

La quantité d'énergie en compteurs est déterminée à partir des prévisions de facturations qui tiennent compte des facturations réalisées antérieurement, du rendement du réseau, et des périodes de relèves théoriques.

2.8. Autres Créances

Les autres créances comprennent notamment :

■ les créances sur l'ex EECI notamment la contrepartie des droits acquis par les agents au 25 octobre 1990 au titre des départs en retraite,

■ Les risques d'irrécouvrabilité des débiteurs divers font l'objet d'une provision pour dépréciation.

2.9. Traitement des Actifs en Zones CNO

2.9.1. Immobilisations

Les matériels et outillages, matériels et mobiliers de bureaux, matériels informatiques situés dans les zones difficiles en dehors de l'ouest ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 50% de la valeur nette comptable.

Les matériels et outillages, matériels et mobiliers de bureau et matériels informatiques situés dans la zone ouest ont été dépréciés à hauteur de 100% de la valeur nette comptable.

Le matériel de transport volé au cours de la rébellion, a été déprécié à hauteur de 100% de la valeur nette comptable.

Ce matériel a été entièrement amorti au 31 décembre 2006.

2.9.2. Stocks

Les stocks détenus par la société dans les zones difficiles et sur lesquels pèsent des risques de pertes ont été dépréciés en totalité.

2.9.3. Créances clients et énergie en compteurs

L'énergie consommée par l'Administration et les clients BT professionnel dans les zones CNO depuis le 19 septembre 2002 est facturée sur la base d'estimations.

L'énergie consommée par les clients industriels est relevée et facturée tous les mois.

Les consommations des clients privés en basse tension dans ces zones ont été relevées au cours du 3^{ème} trimestre de l'exercice 2004 et comptabilisées dans le chiffre d'affaires. Depuis lors, une partie de

ces clients privés est facturée au forfait et l'autre partie est facturée sur la base d'estimations.

Les créances impayées sur ces facturations (hors Administration) ont été provisionnées à 100% de la part CIE.

Les consommations non relevées au 31 décembre 2007 dans ces zones sont estimées à 84,6 GWh qui sont provisionnées en totalité pour la part CIE à hauteur de FCFA 1 726 millions.

Synthèse du traitement des zones CNO :

Au 31 décembre 2007, les provisions cumulées sur les actifs de la compagnie en zones CNO s'élèvent à FCFA millions 11 551 contre FCFA 15 208 millions l'exercice précédent, et s'analysent comme suit, en millions de FCFA :

Provisions sur matériels et mobiliers	0
Provisions sur stocks	1 223
Provisions sur créances clients	8 602
Provisions sur énergie non facturée (énergie en compteurs)	1 726

2.10. Dettes Financières Diverses

Ce poste enregistre les avances sur consommations versées par les abonnés à l'électricité. Les avances sur consommations sont utilisées pour encaisser les factures lors de la résiliation de l'abonnement.

2.11. Passif Circulant

Les soldes créditeurs des abonnés à l'électricité obtenus à partir des portefeuilles clients basse tension et clients haute tension sont enregistrés dans le postes « Clients, avances reçues ».

Le poste « Fournisseurs d'exploitation » comprend essentiellement les dettes envers les fournisseurs de combustibles gazeux et les producteurs indépendants d'électricité.

Les charges à payer provisionnées dans ce compte résultent du traitement automatique des commandes opéré par J@de, le progiciel intégré de gestion des achats, des stocks et de la comptabilité. En effet, cette application détermine les charges à payer par rapprochement commande par commande des réceptions effectuées avec les factures comptabilisées.

2.12. Engagements de Retraite

Les droits acquis par le personnel à la clôture de l'exercice et antérieurement inscrits dans les engagements financiers, ont été comptabilisés en provision pour charges. Au 31 décembre 2007 les droits acquis par l'ensemble du personnel s'établissent à FCFA 4 841 millions, dont FCFA 432 millions au titre des cadres supérieurs.

Cette provision a été évaluée selon la méthode rétrospective avec salaires de fin de période, telle que préconisée par le droit comptable de l'OHADA, conformément à la norme IAS19.

Les droits acquis par le personnel sont déterminés conformément aux dispositions de la Convention Collective Interprofessionnelle applicable en Côte d'Ivoire.

2.13. Situation Fiscale Latente

La situation fiscale latente résulte des décalages temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable liés à la reconnaissance des charges et des produits. Conformément aux prescriptions du droit comptable de l'OHADA, les impôts différés relatifs à ces différences temporaires ne sont pas comptabilisés, la charge d'impôt comptabilisée correspond à l'impôt exigible.

2.14. Compte de Résultats

Les transferts de charges enregistrent principalement :

- les achats de compteurs immobilisés à hauteur de FCFA 3 653 millions,
- la refacturation des charges de retraite à SOGEPE au titre des droits acquis par le personnel ex-EECI pour FCFA 464 millions,
- les remboursements des assurances liées aux sinistres pour FCFA 79 millions,
- la refacturation de diverses charges au personnel à hauteur de FCFA 335 millions.





Abidjan, Côte d'Ivoire



Compagnie Ivoirienne d'Electricité

Société Anonyme au capital de 14.000.000.000 de francs CFA
Siège social : 01 BP 6923 Abidjan 01
R.C. Abidjan - Compte Contribuable 900 - 49 - 96 S
Tél. : 21 23 33 00 - Fax : 21 23 34 60

